

RÉGION

GRANDE RÉGION TRANSFRONTALIÈRE

Allemagne, Belgique, Luxembourg, Lorraine : « Quand ça va mal, on voit les vrais amis »

Cédric CITRAIN



Jean Rottner, en tant que patron du Grand Est, va assurer la présidence de la Grande Région transfrontalière pendant deux ans. Photo archives ER /Alexandre MARCHI

La Grande Région transfrontalière, réunissant les länder allemands de Sarre, Rhénanie-Palatinat, les départements lorrains du Grand Est, la Wallonie belge et le Grand-Duché de Luxembourg, vient d'établir sa feuille de route. Le président du Grand Est, Jean Rottner, en assure la gouvernance pour deux ans.

Avec la crise sanitaire, les 12 millions d'habitants de la Grande Région transfrontalière (länder allemands de Sarre et Rhénanie-Palatinat, départements lorrains du Grand Est, la

Wallonie belge et le Grand-Duché de Luxembourg) ont pu se rendre compte de l'interaction quotidienne de cet espace de vie. Comme le souligne Tobias Hans, ministre-président de Sarre qui cède la tête de la structure après deux années, « on s'est senti plus proche de la Grande Région que d'autres régions d'Allemagne ».

Désormais, c'est le président de la région Grand Est, Jean Rottner, qui va en assurer la gouvernance pour deux ans. Avec les élus départementaux (Meurthe-et-Moselle, Meuse et Moselle), il a fixé quatre axes principaux « dans la continuité du travail du Luxembourg et de la Sarre ». Le premier consiste en la transformation du territoire et la [reconquête économique](#) (projets dans l'intelligence artificielle, le médical, les nouvelles formes d'énergie).

Le deuxième consiste à valoriser les ressources, comme l'eau, qui est commune. Ensuite, développer les mobilités en matière de transport ferroviaire mais aussi d'emploi, de formation ou de bilinguisme. Ou encore dans le domaine de la culture avec Esch-sur-Alzette, ville européenne de la culture en 2022. Enfin, il s'agit de protéger au sens large. Que ce soit autour de la santé publique autant qu'en ce qui concerne la sécurité dans les zones transfrontalières.

• Peser au niveau national

Les participants s'accordent, par exemple, sur une nécessité d'harmoniser les différentes restrictions sanitaires entre les pays, comme le couvre-feu. Si les élus locaux ne peuvent décider des mesures qui sont prises à l'échelle nationale, ils veulent peser de tout leur poids pour « la spécificité du petit trafic transfrontalier » dans leurs pays respectifs et au niveau européen.

Pour illustrer ce propos, Xavier Bettel, Premier ministre du Grand-Duché, a rappelé que, « [le jour où l'on ferme les frontières](#) », les gens meurent dans les hôpitaux (faute de personnel de soins). Quand ça va mal, c'est là où on voit les vrais amis. Et pour cela, je vous remercie tous. » Jean Rottner souhaite avoir des données transfrontalières dans le domaine médical comme professionnel pour des politiques communes de part et d'autres des frontières au sein de la Grande Région. Le président du Grand Est note que « la proximité entre les politiques et les administrations n'a jamais été aussi grande pendant ces dix derniers mois ». Il souhaite l'entretenir, pour que « la Covid-19 soit un catalyseur de la coopération ».

